OGNIER (Pierre), *Une école sans Dieu ? 1880-1895. L'invention d'une morale laïque sous la IIIe République*
Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2008, 266 p. (coll. « Tempus »)

Annie Bruter

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1956>

DOI : 10.4000/histoire-education.1956

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2009

Pagination : 125-128

ISBN : 978-2-7342-1151-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Annie Bruter, « OGNIER (Pierre), *Une école sans Dieu ? 1880-1895. L'invention d'une morale laïque sous la IIIe République* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 122 | 2009, mis en ligne le 27 octobre 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1956> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1956>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

OGNIER (Pierre), *Une école sans Dieu ? 1880-1895. L'invention d'une morale laïque sous la IIIe République*

Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2008, 266 p. (coll. « Tempus »)

Annie Bruter

RÉFÉRENCE

OGNIER (Pierre), *Une école sans Dieu ? 1880-1895. L'invention d'une morale laïque sous la IIIe République*, Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2008, 266 p. (coll. « Tempus »)

- 1 La laïcité scolaire a fait l'objet, depuis quelques années, de maints débats publics – et de beaucoup d'approximations historiques. C'est pour en avoir le cœur net que Pierre Ognier a voulu examiner les conceptions qu'en avaient les promoteurs de l'école laïque au temps de sa mise en place, dans les premières années de la « République des républicains », en se fondant sur un corpus réunissant non seulement les textes des débats parlementaires et des programmes officiels, mais aussi ceux des procès-verbaux des réunions du Conseil supérieur de l'Instruction publique, conservés aux Archives nationales, et de la presse pédagogique. Il prend ainsi en compte non seulement les propos des autorités, mais aussi ceux des acteurs de l'institution scolaire, pour mieux apprécier la façon dont la laïcité scolaire fut conçue et pratiquée au temps de son « invention ».
- 2 La première partie du livre retrace brièvement, en deux chapitres introductifs, la place de la religion à l'école avant sa laïcisation ainsi que l'émergence de la notion de laïcité. On entre dans le vif du sujet avec la deuxième partie, qui étudie la naissance de la morale laïque scolaire entre 1880 et 1883, d'abord dans les débats parlementaires, puis dans l'élaboration des programmes de l'école primaire par le Conseil supérieur de l'Instruction publique, enfin dans la presse pédagogique, pour terminer avec la célèbre

circulaire adressée par Jules Ferry aux instituteurs en 1883. Minutieuse, l'analyse des débats à la Chambre des députés et au Sénat n'apporte pas de révélation : la résistance de la droite catholique et la tentative infructueuse de Jules Simon pour faire inscrire les devoirs envers Dieu dans le texte de la loi ont déjà fait couler beaucoup d'encre. Avec l'étude des discussions tenues au Conseil supérieur lors de la mise au point des programmes commence l'apport propre de l'ouvrage, qui met en lumière le processus par lequel se fabrique ce qu'André Chervel appellerait « de l'enseignable ». L'instruction morale et civique, qui remplace l'instruction morale et religieuse depuis la loi du 28 mars 1882, est en effet à inventer. Le Conseil supérieur s'attelle à la tâche, non sans s'écarter quelquefois des intentions des parlementaires. Ceux-ci ne voyaient pas cet enseignement comme un « cours organisé » et l'avaient imaginé se mêlant à toutes les matières ; plus proche des réalités scolaires, le Conseil juge nécessaire d'élaborer un programme précis. En outre, il dissocie l'éducation morale, qui forme à elle seule une rubrique du programme, de l'instruction civique, considérée comme relevant de l'éducation intellectuelle, alors que le texte de la loi les présentait comme un bloc. Surtout, P. Ognier montre le caractère nettement religieux de la morale laïque mise au programme par le Conseil supérieur : elle inclut les « devoirs envers Dieu » auxquels Jules Ferry s'était opposé avec détermination lorsqu'il s'agissait de les faire figurer dans le texte de la loi ; mais une loi n'est pas un programme scolaire. Et pour les trois personnalités qui jouent un rôle clé dans la mise au point de celui-ci – Paul Janet, Henri Marion, et surtout Ferdinand Buisson, tous trois philosophes de formation pétris de spiritualisme cousinien –, l'idée de Dieu n'implique pas celle de confession : c'est donc une « idée laïque », puisqu'elle n'est pas « soudée » à telle ou telle forme religieuse (p. 97). Ainsi se trouve fondée la possibilité de parler de « religion laïque », terme qu'on trouve sous la plume non seulement de Buisson, mais aussi de Janet.

- 3 Cette vision de la laïcité est d'ailleurs en accord avec les convictions de la majorité des instituteurs, si ce sont bien elles que reflète la presse pédagogique, étudiée dans le chapitre suivant à travers trois organes : la *Revue pédagogique*, qui exprime les orientations du ministère, et le *Manuel général de l'instruction primaire* et le *Journal des instituteurs*, très lus par les maîtres et dont P. Ognier, judicieusement, examine la « partie scolaire » (qui propose des leçons et des exercices) aussi bien que les articles généraux. En dépit des quelques nuances qu'il relève entre le *Manuel général* et le *Journal des instituteurs*, ce dernier apparaissant de tonalité plus religieuse que le premier, tous ces journaux se rallient à la conception de la laïcité proposée par le programme officiel. Évoquant au passage les péripéties qui ont marqué l'application de la loi de laïcisation (condamnation des évêques, « guerre des manuels », escarmouches parlementaires...), P. Ognier conclut cette partie par l'analyse de la célèbre circulaire adressée par Ferry aux instituteurs en 1883, puis par une courte réflexion sur la « sortie de la religion », telle que l'a conceptualisée Marcel Gauchet. Il y souligne la continuité entre « les valeurs apportées par le catéchisme et les valeurs de la morale laïque » (p. 149), ainsi que celle qui unit l'œuvre de Ferry à celle de ses prédécesseurs : « Comme au temps de Guizot, [le dispositif d'éducation morale institué en 1882] place l'école, désormais laïque, les Églises et la famille en position de partenaires dans le travail de moralisation des enfants » (p. 151), mettant ainsi en évidence la spécificité de cette laïcité de 1882, fondée sur le déisme.
- 4 La troisième partie de l'ouvrage suit les débats sur la morale scolaire laïque jusqu'en 1895 – *terminus ad quem* dont on aurait aimé que le choix fût explicité – dans un corpus élargi de journaux pédagogiques qui, outre les organes cités plus haut, inclut la *Revue de*

l'enseignement primaire et primaire supérieur, apparue en 1890, la *Correspondance générale de l'instruction primaire* créée par Buisson en 1892, le *Bulletin de l'Union pour l'action morale* et, plus épisodiquement, *L'Écho de l'enseignement primaire*, ainsi que plusieurs ouvrages de Félix Pécaut. En réalité, cette troisième partie traite principalement de l'enquête sur « l'âme de l'école » lancée en 1894 par la *Correspondance générale*, qui a publié une partie des textes qu'elle a reçus (dont un nombre appréciable émanait de femmes), et sur les réactions qu'elle a suscitées dans le reste de la presse pédagogique. L'analyse, fouillée, aurait mérité une contextualisation moins pointilliste et un effort de synthèse, de façon à éclairer le lecteur non-spécialiste et à éviter les redites. Elle permet toutefois d'entrevoir les difficultés rencontrées dans l'enseignement de la morale laïque à l'école, soit par suite des pressions exercées de l'extérieur, les instituteurs se trouvant parfois soumis aux tirs croisés des catholiques intransigeants et des laïques radicaux, soit du fait de l'évolution propre des programmes scolaires, l'augmentation du nombre des matières favorisant « l'instruction » aux dépens de « l'éducation ». Quant à la question de l'efficacité de cet enseignement moral, elle reste matière à controverse, les opinions différant à ce sujet selon les auteurs et même, parfois, selon les moments chez un même auteur.

- 5 La conclusion de P. Ognier est nette. En dépit d'une certaine montée de l'indifférence religieuse, qui se fait jour entre les lignes des textes publiés, et des multiples nuances qui apparaissent entre leurs auteurs, la majorité du corps enseignant primaire (instituteurs, inspecteurs, professeurs et directeurs des écoles normales) a fait sien le spiritualisme du programme officiel. Pour P. Ognier, la laïcisation opérée au début de la III^e République est donc « une sortie hors de la religion *instituée* » (p. 257) sans être une « sortie de la religion » tout court. Son livre est, en tout cas, une référence que les travaux futurs sur la laïcité ne pourront se permettre d'ignorer.